REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**ORDONNANCE DE
REFERE N° 128 du
06/12/2021**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

**L'AFRICAINNE DE
VOYAGE ET DU
TOURISME**

C/

**BANQUE
INTERNATIONALE POUR
L'AFRIQUE (BIA NIGER)**

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU 06 DECEMBRE 2021

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé du Six Décembre deux mil vingt et un, tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal ; **Président**, avec l'assistance de Maitre **RAMATA RIBA**, **Greffière** a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

L'AFRICAINNE DE VOYAGE ET DU TOURISME, dont le siège est à Niamey, représentée par son promoteur, Monsieur Alain Manouga, assistée de Me **SEYBOU DAUDA**, Avocat à la cour ;

**DEMANDERESSE
D'UNE PART**

ET

BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE (BIA NIGER) ayant son siège social au Niger, représentée par son Directeur Général et assistée la SCPA Mandela.

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

I. FAITS, PROCEDURE PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte d'huissier du quinze octobre 2021, l'Africaine du voyage et du tourisme donnait assignation à comparaitre à la Banque Internationale pour l'Afrique devant la juridiction de céans aux fins de :

Y venir la BIA ;

S'entendre prononcer la liquidation provisoire des astreintes prononcées pour la période allant du 21 septembre 2021 au 14 Octobre 2021 (soit 24 jours) à la somme de 2.400.000 FCF A
Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir à compter de son prononcé sur minute et avant enregistrement

Elle fait valoir à l'appui de ses prétentions que courant année 2018, **L'AGENCE AFRICAINE DE VOYAGE ET DU TOURISME** a fait une prestation de service pour le compte de la Douane du Niger et a présenté sa facture pour règlement ;

En paiement du service fait la Douane lui remettait un chèque BIA **N°3516371** émis le 20 décembre 2018;

Ledit chèque a été présenté aussitôt à la banque tirée pour encaissement et que celle-ci a procédé à la vérification d'usage des signatures et que mention en a été faite par l'apposition d'un cachet portant les indications suivantes « **BIA-NIGER; signature vérifiée** » ;

Cependant un incident est survenu et le paiement n'a pas eu lieu ;

Le tireur (en l'occurrence la DGD) a demandé l'ouverture d'une enquête par l'entremise de la HALCIA, laquelle a saisi le pôle judiciaire spécialisé en matière économique et financière du Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey ;

Ledit pôle a procédé à l'ouverture d'une information confiée à son I^{er} Cabinet ; Attendu qu'à l'issue de cette information une ordonnance de non-lieu a été prise à et qu'il n'y a davantage à poursuivre contre le promoteur de AA VT et tous les autres pour absence d'infraction à la loi pénale ;

Aucun Appel n'a été enregistré contre cette ordonnance et le greffier en a donné acte ;

Signification a été faite aussi bien à la DGD qu'à la BIA;

Alors, les choses revenant en l'état, c'est à bon droit que le chèque fut représenté devant la tirée pour avoir paiement ;

Mais contre toute attente la banque tirée par un revirement spectaculaire répond « *nous vous prions de bien vouloir vous reporter à notre précédente déclaration sur le caractère non conforme de la signature* » ;

Très surprise l'exposante haussa le ton en mettant en garde la banque tirée contre toute tentative de se soustraire à ses obligations de payer au vue du chèque, mais en vain;

En toute bonne foi l'exposante tenta de mettre en contribution le tireur (la DGD) mais sa demande est restée lettre morte

Il n'y a pas de doute que l'exposante a correctement exécuté sa prestation, que ce fait importe purement et simplement rémunération ;

Aussi qu'il n'y a aucun obstacle juridique au paiement au paiement de ce service, tant il a été correctement exécuté et que le bénéficiaire de ce service a régulièrement reçu la facture y afférente et accompli les formalités internes en vue du paiement et qu'aucun motif ne prévaut relativement à l'inexistence de provision du compte;

Enfin qu'il est constant en Droit que le chèque est payable à vue (**Article 83 du règlement N°15/CM/UEMOA en date du 19 Septembre 2002**) et que lorsque la provision existe le tiré doit payer même après l'expiration du délai de présentation (**Article 84 du règlement N°15/CM/UEMOA en date du 19 Septembre 2002**);

Il est somme toute évident que la BIA ne peut se cacher derrière une quelconque non-conformité de la signature pour refuser de payer ;

Que vue l'urgence que le paiement soit fait l'imminence du péril l'exposante est en droit de s'adresser à la juridiction présidentielle pour « *Constater qu'il s'agit en l'espèce d'une procédure de référé injonction*;

- *Se déclarer compétent*;

- *Constater qu'il n'y pas d'opposition au chèque BIA N°3516371*

émis le 20

décembre 2018;

-*Au cas contraire donner main - levée de l'opposition dont se prévaut la BIA*;

- *Constater que la BIA n'a pas exécuté de bonne foi ses obligations de banque tirée*»;

Par Ordonnance N° 103 du **20 Septembre 2021** rendue par **Président du Tribunal de Commerce de Niamey**, statuant en matière de référé a ordonné le paiement contre ledit chèque par la BIA **sous astreinte de 100.000 FCFA** par jour de retard, en ces termes :

« *Le Tribunal*

Statuant publiquement, Contradictoirement, En matière de référé et en premier ressort.

EN LA FORME

*Se déclare compétent, s'agissant d'un contentieux au droit bancaire;
Reçoit l'action de L'AGENCE AFRICAINE DE VOYAGE ET DU
TOURISME, introduite conformément à la loi ;
AU FOND*

*Constata que la signature du chèque **N°3516371** de la Direction Générale des Douanes émis le 20/12/2021 payable à l'ordre de l'AAVT pour un montant de 83.181.000 FCFA a été vérifiée conforme par la BIA Niger;
Constata qu'il n'est versé au dossier est aucun document justifiant de manière formelle l'opposition faite par la Direction Générale des Douanes au paiement dudit chèque ;
Ordonne en conséquence, Le paiement du chèque **N°3516371** par la BIA de l'Agence Africaine de Voyage et de Tourisme (AA VT) sous astreinte de 100. 000 FCF A par jour de retard;
Ordonne l'exécution provisoire de la décision ;
Condamne la BIA NIGER aux dépens;
Notifie aux parties qu'elles disposent de 08 jours à compter du prononcé de la décision pour interjeter appel par dépôt d'acte d'Appel au greffe du Tribunal de Commerce de Niamey»*

Cette décision n'a pas été suivie d'exécution spontanée et à la date d'aujourd'hui l'exposante peut solliciter du juge la liquidation provisoire des astreintes ordonnées ;

En réplique, la BIA fait valoir par l'organe de son conseil la SCPA MANDELA que l'expédition de l'ordonnance de référé du 20 septembre 2021 a été levé le 13 octobre 2021 et enregistrée le 14 octobre puis signifiée le 15 octobre ;

A la même date du 15 octobre, l'Africaine du voyage et du tourisme lui signifia un commandement de payer et le même jour de la signification, elle assigna en liquidation d'astreinte ;

la BIA ajoute en outre que la liquidation d'une astreinte s'effectue à compter du jour de la signification de la grosse et non à compter du prononcé du jugement.

II- DISCUSSION

EN LA FORME

La requête de la société africaine du voyage et du tourisme a été introduite dans les conditions de forme et de délai de la loi ; il y a lieu dès lors de la recevoir ;

AU FOND

La société africaine du voyage sollicite du juge de l'exécution la liquidation provisoire d'astreinte pour la période allant du 21 septembre 2021 au 14 Octobre 2021 (soit 24 jours) à la somme de 2.400.000 FCF A ;

Il est de principe que l'astreinte prend effet à compter de la date fixée par le juge qui l'a prononcé et lorsque le jugement ordonnant une astreinte n'en a pas fixé le point de départ, celle-ci court du jour ou la décision portant obligation a été notifiée ;

Il s'ensuit alors que l'astreinte ne prend effet qu'à compter de l'accomplissement de la formalité de notification, à défaut l'astreinte ordonnée pour assurer l'exécution de l'obligation ne court pas ;

L'analyse des pièces du dossier révèle en l'espèce que l'ordonnance de référé n 103 du 20 septembre 2021 rendue par la juridiction de céans a été signifiée à la BIA le 15 octobre, suivie de l'assignation en liquidation d'astreinte le même jour ; la requérante n'ayant pas permis à la Banque d'exécuter l'obligation du paiement du chèque ;

il s'y ajoute en outre que cette dernière a gardé par devers elle ledit chèque, alors même qu'elle pouvait le présenter en paiement aussitôt après avoir signifié la décision ;

En exécution de l'ordonnance de référé du 20 septembre 2021, la BIA avait dès le 24 septembre informé la requérante de sa disponibilité à procéder au paiement dudit chèque et le même jour cette dernière s'était présentée pour recevoir ledit paiement, malheureusement le paiement n'a pas eu lieu car l'intéressée avait présenté une copie dudit chèque, toute chose qui n'est pas

autorisée par les procédures de la banque ;

Mieux, faisant preuve de sa bonne foi, la BIA avait par l'organe de son conseil adressé une correspondance en date du 19 octobre 2021, soit quelques jours après la signification de l'ordonnance pour l'inviter à transmettre le chèque n 3516371 en vue de son règlement, mais sans succès ;

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de dire et juger que le montant des astreintes dont le paiement est sollicité est antérieur à la signification de l'ordonnance de référé ;

Or, la liquidation d'une astreinte a pour point de départ le jour de la signification de la grosse et non à compter du prononcé du jugement ;

En outre, la requérante a gardé le chèque par devers elle malgré les multiples appels de la banque en vue de sa présentation au paiement ;

Dès lors, la requête aux fins de liquidation d'astreinte est mal fondée et qu'il sied de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Le juge de l'exécution

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

- Reçoit l'Africaine du voyage et du tourisme en sa requête régulière en la forme ;
- Au fond, la déclare mal fondée ;
- La déboute de sa demande ;

Avisé les parties qu'elles disposent d'un délai de (08) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER